



**PRÉFÈTE  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure  
Société FLAM'UP  
Communes de Saintines et Béthisy-Saint-Pierre**

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2013 délivré à la société FLAM'UP en vue d'exploiter un stockage d'allume-feux solides et d'allumettes chimique sur la commune de Béthisy-Saint-Pierre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016 délivré à la société FLAM'UP en vue d'exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Saintines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le paragraphe 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé qui dispose :

*« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et à autorisation :*

*L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.*

*Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :*

*1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.*

*Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.*

*Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.*

*Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;*

*« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.*

*L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.*

*Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.*

*Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.*

*L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.*

*L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.*

*II. Dispositions applicables aux installations à déclaration :*

*L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.*

*L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.*

*Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. » ;*

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 13 août 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 2 août 2024, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :
  - l'état des stocks ainsi que l'état des stocks simplifié ne comportent pas toutes les informations requises ;
  - l'état des stocks n'est pas mis à jour a minima de manière hebdomadaire pour les produits combustibles ni de manière quotidienne pour les produits dangereux ;

2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions du paragraphe 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;
3. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où un état des stocks non à jour ne permettra pas de renseigner correctement la nature et les risques liés aux produits présents au sein des cellules ainsi qu'à leur localisation au sein de l'entrepôt. Aussi, les services d'incendie et secours ne disposeront d'informations essentielles pour lutter efficacement contre un incendie ;
4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société FLAM'UP de respecter les prescriptions du paragraphe 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société FLAM'UP, exploitant un entrepôt couvert implanté sur le territoire des communes de Saintines et Béthisy-Saint-Pierre, est mise en demeure, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions du paragraphe 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en mettant en place un état des stocks simplifié, un plan général de stockage lié à l'état des stocks et en mettant à jour, a minima de manière hebdomadaire, l'état des stocks.

L'exploitant transmet des documents permettant d'attester la mise en œuvre des éléments mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup>.

### **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

### **Article 3 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

#### **Article 4**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Saintines et de Béthisy-Saint-Pierre pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives des mairies pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires de Saintines et de Béthisy-Saint-Pierre font connaître, par procès-verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, les maires des communes de Saintines et de Béthisy-Saint-Pierre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 09 SEP, 2024

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

#### **Destinataires**

La société FLAM'UP

Le sous-préfet de Senlis

Les maires des communes de Saintines et de Béthisy-Saint-Pierre

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement

s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France